

# APPEL DU COLLECTIF DES ACTEURS DE LA CULTURE ET DE L'ÉDUCATION POPULAIRE

## L'ACTION CULTURELLE EN DANGER !

Nous qui créons, produisons, diffusons, accompagnons des œuvres partout en France,

Nous qui amenons les arts et la culture dans les villages, les quartiers, les écoles et aussi dans la rue, dans les hôpitaux ou dans les prisons, qui organisons des festivals, des ateliers, des rencontres entre les professionnels et le grand public,

Nous qui développons et qualifions les pratiques artistiques des amateurs,

Nous qui soutenons une culture vivante de qualité, de courage, d'indépendance et de création, dans le cadre d'une politique nationale concertée et durable fondée sur l'intérêt général, en ligne avec les artistes, les collectivités, les institutions, et les services de l'Etat,

Nous qui réunissons plusieurs dizaines de milliers d'emplois, plusieurs millions de bénévoles et autant de participants,

**Disons aujourd'hui notre très vive inquiétude sur l'actualité des orientations et des choix budgétaires du Ministère de la Culture et de la Communication.**

Car au moment même où des effets d'annonce proclament « la démocratisation comme une priorité » du gouvernement ; où les rendez-vous de Valois se présentent comme un « Grenelle de la Culture », sont de fait projetés sans concertation et dans la plus grande opacité, la chute ou la suppression des subventions attribuées au niveau des DRAC dans les secteurs qui construisent le maillage de la démocratisation culturelle sur l'ensemble du territoire

Sait-on ce que signifient ces retraites ?

L'abandon d'un travail d'action culturelle dans les quartiers, les zones rurales, les hôpitaux, les prisons, c'est le déni des populations les plus démunies qui n'auront qu'à subir l'aliénation des seuls médias de masse.

Le retrait des médiations artistiques, c'est la mise à mal d'une irrigation artistique et culturelle sur l'ensemble du territoire, et le blocage d'un accès aux arts et à la culture pour tous, à tous les âges de la vie.

C'est la mise en difficulté de centaines d'associations qui constituent par leur existence même, le levain de notre démocratie

C'est la fragilisation jusqu'à la disparition de milliers d'artistes qui avaient engagés leur art au plus proche des populations.

Nous ne pouvons accepter que l'imaginaire, l'art, les rêves, ce que constitue notre être humain, ce qui nous permet de construire un vivre ensemble, soit bradé ou mesuré à l'aune du marché.

Nous ne pouvons accepter que les valeurs culturelles de démocratisation et de démocratie, nées au cœur de la résistance et qui fondent notre République soient aujourd'hui démantelées.

**Nous en appelons à la responsabilité du Ministère de la Culture et de l'Etat, pour réaffirmer au plus tôt et concrètement la place des arts et de l'action culturelle dans le droit commun des politiques publiques.**

Nous invitons l'ensemble des employeurs et salariés de la Culture et de l'Education populaire de Poitou-Charentes, ainsi que les représentants des collectivités territoriales à se mobiliser afin d'exiger collectivement :

- l'arrêt immédiat du désengagement financier de l'Etat,
- la transparence et l'information sur les arbitrages budgétaires pour la culture,
- la mise en place de concertations en région associant les acteurs culturels, les collectivités et l'Etat, pour l'évaluation et la définition des politiques publiques qui nous concernent.

**RASSEMBLEMENT LE 27 FEVRIER 2008 A 11H DEVANT LA  
PREFECTURE DE REGION, PLACE ARISTIDE BRIAND A POITIERS**

L'ensemble des structures et organisations professionnelles de Poitou-Charentes réunies au sein de la Coordination des associations et fédérations de Culture et de Communication (COFAC), du Comité régional des associations de jeunesse et d'éducation populaire (CRAJEP), de la Fédération Culture-Multimédia, de la Ligue de l'Enseignement, du Pôle régional des musiques actuelles et de l'UFISC